



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt cinq, le vingt huit avril à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 22 avril 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 26**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 6**

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN  
Édith LEROUX donne pouvoir à Pascale GALAIS  
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Eric LE FEVRE  
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE  
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Arnaud LECLERRE  
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL du 28 avril 2025

**M\_DL250428\_038**

## **EDUCATION ENFANCE JEUNESSE - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (CTG) 2024-2028 ET DES CONVENTIONS D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT (COF) AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CAF) ET LA COMMUNAUTÉ URBAINE LE HAVRE SEINE MÉTROPOLE**

**MME Fabienne MALANDAIN, 1ère adjointe** - La Convention Territoriale Globale (CTG) constitue un cadre stratégique de coopération entre la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole (CU LHSM) et les communes volontaires afin de renforcer les services aux familles.

La précédente CTG, couvrant la période 2021-2023, a permis d'engager des actions en faveur de la petite enfance, de l'enfance, de la jeunesse, de la parentalité, de l'inclusion sociale et de l'accès aux droits.

Dans une démarche de continuité et de consolidation, la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole renouvelle cette convention pour la période 2024-2028.

Dans ce cadre, chaque commune signataire s'engage à formaliser sa participation via une fiche commune, précisant ses engagements et les actions mises en œuvre sur son territoire.

Pour le territoire de Montivilliers, les axes et enjeux déclinés sont :

**Axe 1 : L'accompagnement des familles et de la vie sociale**

Enjeu 1 : Maintien d'un maillage territorial

Enjeu 2 : Accompagner les publics dans l'expression de ses souhaits et besoins

Enjeu 3 : Améliorer le cadre de vie (Emploi, Prévention, Santé...) des habitants

**Axe 2 : Les publics vulnérables et l'accès aux droits**

Enjeu 1 : Garantir un accueil inconditionnel et un accès aux droits pour tous

Enjeu 2 : Agir contre la fracture numérique

Enjeu 3 : Garantir une réponse sociale à l'échelle du territoire

**Axe 3 : L'habitat Logement**

Enjeu 1 : Développer une réponse immédiate et adaptée pour les personnes sans domicile fixe

Enjeu 2 : Renforcer l'accompagnement des publics en besoin de relogement d'urgence ou d'hébergement

Enjeu 3 : Proposer et développer une réponse d'habitat et de logement pour tous

Enjeu 4 : Intervenir de façon coordonnée sur les situations d'habitat dégradé

**Axe 4 : Petite Enfance (0 à 6 ans)**

Enjeu 1 : Amélioration des solutions d'accueil de qualité dès la naissance

Enjeu 2 : Favoriser la sociabilisation de 0 à 6 ans

Enjeu 3 : Coordination et développement des projets 0 à 6 ans

Enjeu 4 : La parentalité (axe transversal)

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Axe 5 : Enfance (6 à 11 ans)

Enjeu 1 : Sur le temps scolaire

Enjeu 2 : Sur les temps périscolaires

Enjeu 3 : Sur le temps extrascolaire

Enjeu 4 : Parentalité (axe transversal)

Enjeu 5 : Coordination via le PEDT

Axe 6 : Jeunesse (12 à 17 ans et plus)

Enjeu 1 : Créer les conditions favorables aux coopérations partenariales

Enjeu 2 : Animation, participation et soutien des initiatives

Enjeu 3 : Créer les conditions favorables à la circulation de l'information

Les Conventions d'Objectifs et de Financement (COF), qui en découlent, permettent de garantir un soutien financier pour les actions engagées, notamment en ce qui concerne :

- Les Relais Petite Enfance (ex-Relais Assistants Maternels),
- L'accueil extrascolaire et périscolaire,
- La formation BAFA,
- Le poste de chargé de Coopération CTG.

Le renouvellement de ces conventions permet à la ville de maintenir et développer son offre de services en direction des familles tout en garantissant une adaptation aux enjeux locaux identifiés dans le cadre du diagnostic social partagé.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-29 ;

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles,

**VU** la stratégie de déploiement des Conventions Territoriales Globales par la CAF de Seine-Maritime,

**VU** la Convention d'Objectifs et de Gestion 2024/2028 de la Caisse d'Allocations Familiales,

**VU** la délibération de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole du 19 décembre 2024 relative à la Convention Territoriale Globale 2024-2028 ;

#### **CONSIDÉRANT**

- La nécessité de garantir la continuité des services aux familles à travers le renouvellement de la Convention Territoriale Globale portée par la Communauté Urbaine,
- L'importance des Conventions d'Objectifs et de Financement pour soutenir les actions mises en œuvre sur le territoire communal,
- La volonté de la Ville de renforcer sa coopération avec la CAF, la Communauté Urbaine et les acteurs locaux afin d'améliorer l'offre de services aux habitants,
- L'engagement de la Ville à promouvoir une politique éducative et sociale cohérente, adaptée aux besoins de son territoire,

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

**Sa commission municipale n°1, Vie éducative réunie le 25 mars 2025, consultée**

VU le rapport de Madame **Fabienne MALANDAIN**, Adjointe au Maire en charge de l'Enfance et de la Vie éducative, de la Jeunesse, de l'Environnement et des Transitions écologiques ;

**Après en avoir délibéré,**

**DÉCIDE**

- D'approuver la participation de la commune à la Convention Territoriale Globale (CTG) 2024-2028 portée par la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole.
- D'approuver la signature des Conventions d'Objectifs et de Financement (COF) nécessaires à la mise en œuvre des actions prévues dans la CTG.
- D'approuver la signature de la fiche commune relative à la CTG 2024-2028 et les COF associées ainsi que de tout document afférent à ces conventions,
- De poursuivre la mise en œuvre des actions définies dans le cadre de la CTG en mobilisant les services municipaux et les partenaires locaux.

**Imputation budgétaire**

**Convention pluriannuelle**

Exercice 2025/2026/2027/2028

Budget principal : 747888

Sous-fonction et rubrique :338

Nature et intitulé : Déclinaison des budgets par action et par service en s'appuyant sur la convention d'objectifs et de financements

Montant de la dépense : montant variable lié aux modalités de calculs indiquées dans la présente convention

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

